

LA DEPENDANCE ECONOMIQUE DE L'IRAN

JEANDAT Alexandre
LE CAM Loik
LHOMME Clémentine
NABET Maryanne
PIVOT Armand



Sommaire

I.	Introduction.....	2
II.	L'agriculture : entre dépendance et pilier économique	3
1.	L'agriculture iranienne	3
2.	Les solutions iraniennes	4
III.	Dépendance énergétique : Le mix énergétique iranien sur courant alternatif	5
1.	La composition du mix énergétique.....	6
2.	L'indépendance iranienne installée en matière d'énergie, une utopie ?	8
IV.	La dépendance financière de l'Iran : une fragilité évidente	9
1.	Un secteur financier fragile	9
2.	Une résilience notable : stratégies de contournement des sanctions	11
V.	Les transports et la logistique : Une volonté d'autosuffisance fragilisée	12
1.	Un emplacement stratégique mais qui expose l'Iran aux soubresauts du commerce mondial.....	12
2.	L'industrie automobile : symbole de la volonté d'autosuffisance iranienne mais qui présente des fragilités	13
VI.	La dépendance militaro-industrielle de l'Iran : de la méthode de la retro-ingénierie à la véracité de son efficacité opérationnelle	13
1.	La rétro ingénierie, pierre angulaire de la fabrication d'armement locaux.....	13
2.	Véritable autosuffisance ou dépendance cachée : étude de l'efficacité de la production locale.....	15
VII.	La dépendance du système de santé iranien malgré des volontés d'autosuffisance pharmaceutique	17
1.	L'approvisionnement iranien dans le domaine de la santé	17
2.	La problématique COVID-19.....	18
VIII.	Conclusion	19
IX.	Sources	

I. Introduction

Il s'agit de pointer, à travers cette étude, quels sont les ressorts de cette dépendance économique, et quels domaines apparaissent comme étant particulièrement critiques.

L'accent sera mis sur le secteur agricole, financier et de la santé, qui ont montré leur faiblesses suites aux coups portés par les sanctions et pandémie de covid-19. Il conviendra également d'observer et d'analyser les stratégies mises en place par l'Etat iranien afin de faire face à ce contexte épineux.

L'isolement dans lequel le pays est placé par les Etats-Unis amène nécessairement à une réaction de la part des autorités iraniennes qui tentent de briser cette autarcie contrainte.

De la recherche de nouveaux partenaires au développement d'industries de substitutions basées localement, le pays a déployé une panoplie de mesures afin d'éviter le décrochage. Elles participent à la résilience remarquable de l'Iran, bien que leur efficacité réelle nécessite d'être analysée.

II. L'agriculture : entre dépendance et pilier économique

1. L'agriculture iranienne

La diversité du climat iranien, dû à une position géographique particulière, lui permet de disposer de vastes zones cultivables. En 2017, la banque mondiale estimait que le pourcentage des terres arables en fonction du territoire est [environ de 10%](#) et que le pourcentage de surface agricole en fonction du territoire [est de 28%](#). Les principales régions agricoles en Iran sont le Khorasan (Nord-Ouest et Ouest), la province de Fars (Sud), le Khuzestân (Sud-Est), et les régions proches de l'Azerbaïdjan (Nord-Est).

▪ La culture en Iran

L'Iran est composée de plusieurs climats qui lui fournissent des denrées alimentaires variées. La République islamique d'Iran concentre principalement son agriculture autour des céréales (orges, blé, riz et maïs), des fruits et des légumes (concombre, pastèque, et raisins), des épices (safran), du coton, des pistaches et des dates. Cependant, les pistaches, le blé et le riz concentrent la plupart des investissements. Malgré de nombreuses tentatives de modernisation, l'Iran utilise toujours des techniques agricoles anciennes.

▪ L'agriculture imbriquée dans l'économie iranienne

L'agriculture est un pilier important de l'économie iranienne. Son pourcentage du PIB varie selon les sources mais celui-ci fluctue entre 10% et 13%. La banque mondiale établit la valeur ajoutée en pourcentage du PIB de l'agriculture [à hauteur de 12,808% en 2020](#). L'agriculture est l'une des principales ressources économiques hors pétrole. De plus, le domaine de l'agriculture représente 17,4% du taux d'emploi iranien en 2019 selon la banque mondiale. L'embargo américain depuis 1996 a contraint l'Iran à se focaliser sur son agriculture et à viser l'autosuffisance. L'embargo et la volonté d'indépendance agricole expliquent en partie le faible taux d'exportations iraniennes en matière agricole. Les exportations agricoles concernent des produits tels que les noix, les fruits, les légumes, et les pistaches. Les exportations agricoles représentent 6,97% des exportations totales de l'Iran.

	SECTEUR AGRICOLE	TOTAL
EXPORTATION	\$ 2,21 milliards	\$ 31,7 milliards
IMPORTATION	\$ 11,8 milliards	\$ 35,8 milliards

Atlas of economic complexity, Harvard – Iran – Données de 2019.

A contrario, l'importation du secteur agricole représente 32,96% des importations totales de l'Iran. La balance commerciale du secteur agricole affiche un déficit de 4,1 Mds USD. Les principaux produits importés de l'étranger sont en 2019 : [le maïs à 13,38%](#), [le riz à 12,45%](#), [le bœuf à 5,82%](#) et [l'orge à 5,51%](#). L'une des problématiques est la suivante, l'agriculture iranienne se concentre majoritairement sur ces produits mêmes. La part importante de l'agriculture dans les importations démontre que l'Iran n'a pas réussi à être autonome en matière agricole et que le pays se voit contraint d'importer pour subvenir aux besoins vitaux de sa population. On peut dès lors s'interroger sur les facteurs qui ont plongé l'Iran dans une dépendance étrangère pour les produits agricoles.

- Une dépendance liée à la politique

De nombreux facteurs expliquent la dépendance de l'Iran aux importations agricoles. L'embargo contraignant des États-Unis et une mauvaise gestion du gouvernement iranien sont des facteurs expliquant la situation actuelle de la république islamique d'Iran.

- Une dépendance naturelle

En 2019, l'institut « *World Resources* » place l'Iran dans une liste de pays menacés d'une pénurie d'eau. Selon cet institut, l'Iran utilise plus de 80% des ressources hydrauliques disponibles par an. 90% des ressources en eau seraient utilisées pour irriguer [la production agricole](#). De plus, le réchauffement climatique impacte durement l'Iran [en provoquant de fortes sécheresses](#). À cause de celles-ci, l'Iran voit ses récoltes diminuer, l'obligeant à importer pour pallier les pertes de production et subvenir aux besoins de sa population. Désormais, la sécheresse impacte aussi la population avec un accès à l'eau rendu plus compliqué. De nombreuses manifestations durant l'année 2021 ont dénoncé cet état de fait tout en ciblant la mauvaise gestion politique de l'eau. La pollution est aussi un facteur qui touche l'Iran, à la fois sur son eau, mais également sur la production agricole qui en découle.

L'Iran est dans l'obligation de consommer ses ressources disponibles en eau car son économie est très dépendante du secteur agricole. La démographie croissante aggrave ce phénomène. Le pays est contraint d'importer pour compenser une production insuffisante. L'ensemble de ces problématiques internes accroît la dépendance du pays aux importations agricoles. Il se voit donc placé dans une situation complexe, avec à la fois la nécessité d'alimenter sa population grandissante, et le manque d'eau nécessaire à cette production. Cela se traduit par des importations de denrées alimentaires qui viennent ajouter à la dépendance économique de l'Iran.

2. Les solutions iraniennes

Les problèmes internes : les sécheresses, la hausse démographique, la crise hydraulique et les mauvaises récoltes obligent l'Iran à se tourner vers l'étranger pour importer des produits agricoles. Elle est obligée de s'orienter hors de ses frontières pour subvenir aux besoins de sa population.

- L'importation

La première solution qui s'offre à l'Iran est l'importation. L'agriculture est le premier secteur importateur en Iran. Les principaux pays auprès de qui l'Iran importe sont :

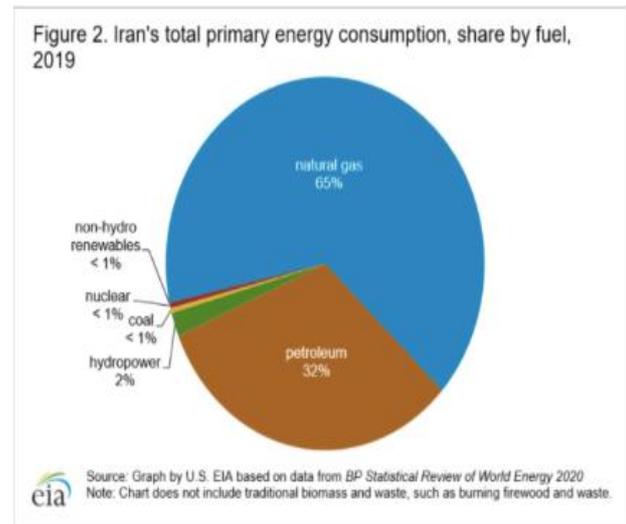
PAYS	INDE	EAU	BRÉSIL	RUSSIE	TURQUIE	CHINE
% IMPORTATION	20,56%	15,64%	18,56%	11,27%	5,94%	4,44%

Atlas of economic complexity, Harvard – Iran – Données de 2019.

L'Inde est le premier partenaire pour l'Iran en matière agricole pour l'année 2019 avec des importations qui représentent [20,56% des importations agricoles totales](#). Les sécheresses, qui ont diminué la production de riz du pays, expliquent les 700 000 tonnes achetées à l'Inde en 2020. Cela illustre la dépendance croissante de l'Iran auprès de certains partenaires. De même, en 2021, la sécheresse qui a frappé le pays a obligé le gouvernement de la république

islamique d'Iran à acheter huit millions de tonnes de blé, dont une partie de la commande passée à la Russie. Les aléas climatiques impactent durement le pays et le contraignent à sélectionner les produits importés. Cela oblige l'Iran à se concentrer sur les importations agricoles tout en diminuant les importations d'autres secteurs.

La dépendance de l'Iran auprès de ces pays tend à s'accroître. Hormis la Russie et la Chine qui font front contre les États-Unis, des pays comme le Brésil sont contraints de diminuer les exportations en direction de l'Iran, sous peine de se voir sanctionner par les États-Unis, une autre problématique pour la République islamique d'Iran.



▪ L'acquisition de terre

Les risques de dépendance ont fait prendre conscience au gouvernement iranien qu'il devait adapter sa stratégie. Cela a conduit le pays à investir dans des terrains agricoles à l'étranger. En 2015, l'Iran a effectué son premier investissement [au Kazakhstan](#) dans l'idée de sécuriser ses approvisionnements en produits alimentaires. L'Ukraine et la Ghana ont également reçu des investissements iraniens. Hors de son territoire, l'Iran veut produire du maïs et du riz, des cultures qui consomment énormément d'eau, et d'autres produits comme les oléagineux. L'Iran se crée donc une dépendance auprès de ces pays qui deviennent des zones importantes pour elle : son sort dépend désormais en partie des situations économiques, politiques et agricoles locales. Si ceux-ci se retrouvent dans de mauvaises postures, l'Iran sera l'une des premières victimes. Elle modifie sa dépendance économique auprès de certains pays en investissant dans d'autres pays. Mais ce processus financier entraînera des conséquences économiques et politiques pour l'Iran en lui créant des dépendances différentes.

III. Dépendance énergétique : Le mix énergétique iranien sur courant alternatif

L'Iran est au cœur de l'actualité énergétique depuis 2015 dans le cadre de la résolution du programme sur le nucléaire lancé par le Chah d'Iran dans les années 1950. Depuis des années, la crainte de voir ce pays se doter de l'arme nucléaire avait fait l'objet de nombreuses rencontres internationales entre les grandes puissances de ce monde.

De ce fait, l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien a été signé par les pays du P5+1 (soit les 5 membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies - États-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni et France) ainsi que l'Union Européenne. Cet accord cadre a pour but de contrôler le programme nucléaire iranien et de permettre la levée progressive des sanctions économiques qui touchent le pays. Les États-Unis se sont retirés de l'accord par décision de Donald Trump, le 8 mai 2018, et ont annoncé [le rétablissement de sanctions au plus haut niveau](#). A ce titre, il conviendra de ne pas développer une quelconque dépendance au nucléaire en Iran.

L'Iran est l'un des principaux membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et du GECF (Organisation des pays exportateurs de gaz). L'Iran fait partie des grandes puissances énergétiques mondiales grâce à la richesse de son sous-sol en hydrocarbures. Le pays dispose notamment de la deuxième réserve de gaz naturel du monde, [derrière la Russie et devant le Qatar](#) (à noter que la production iranienne est principalement dédiée à la consommation domestique).

Le gaz naturel et le pétrole ont représenté la quasi-totalité de la consommation totale d'énergie primaire de l'Iran, avec des contributions marginales de charbon, nucléaire, hydroélectricité et des énergies renouvelables non hydroélectriques.

1. La composition du mix énergétique

L'Iran satisfait l'essentiel de sa consommation énergétique grâce à la richesse de ses ressources intérieures en hydrocarbures.

▪ La production pétrolière iranienne

L'Iran se classe [9ème](#) pays au monde sur l'exportation de pétrole, pour une production équivalente à 3,19 millions de barils par jour (le top 3 mondial se compose des Etats-Unis, des Emirats Arabes Unis, et de la Russie). Elle se place en cinquième producteur de pétrole brut de l'OPEP en 2020.

Le régime des sanctions diplomatiques empêche le renouvellement des installations d'extraction datant pour l'essentiel des années 1970. En effet, il est impossible d'importer des pièces de rechange occidentales nécessaires au bon fonctionnement des sites d'exploitation du pétrole (exemple : le site Azadegan). La levée des sanctions représente de ce fait un enjeu important pour la bonne exploitation des réserves pétrolières iraniennes, ainsi que l'exportation de la ressource.

Dans ces conditions, la production pétrolière continue de s'éroder tandis que la consommation intérieure ne cesse d'augmenter. Cependant l'Iran affiche une ambition forte quant à sa production pétrolière. En effet, ayant subi de plein fouet l'embargo américain, il s'agit de presque tripler la production de pétrole et d'en faire une priorité [afin de renforcer la puissance du pays](#).

De plus, l'Iran semblerait vendre des produits raffinés et des pièces de rechange au Venezuela et à la Russie, ce qui semble confirmer que l'Iran a accompli des progrès significatifs dans ses capacités de raffinage dont les produits ont [une valeur ajoutée supérieure au brut-lourd iranien](#). De ce fait, l'Iran s'auto-suffit en termes de production et de consommation de pétrole.

▪ Les ressources gazières, l'enjeu économique

L'Iran dispose des deuxièmes réserves de gaz naturel¹. Le gaz naturel est le pilier central du système énergétique iranien. Fin 2017, les réserves naturelles iraniennes représentaient environ 17 % des réserves mondiales. Elle se place comme étant le troisième plus grand

¹ [Mix énergétique de l'Iran](#), Connaissances des Energies.

producteur de gaz naturel au monde en 2019 (derrière les Etats-Unis et la Russie), et deuxième rang mondial des détenteurs [de réserves de gaz naturel en 2020](#).

Les réserves prouvées de gaz naturel de l'Iran étaient estimées à 1 200 « trillion cubic feet » (TCF) en décembre 2020, ce qui le place en deuxième position derrière la Russie. En effet, l'Iran détient 16 % des réserves de gaz naturel dans le monde et près de la moitié des réserves de l'OPEP. Ce sont principalement les entreprises nationales qui développent les champs de gaz naturel, de ce fait l'Iran n'est pas dépendant d'une quelconque intervention extérieure au niveau du traitement et de l'extraction du gaz. L'Iran brûle à la torche également du gaz naturel. Ce gaz brûlé est par la suite récupéré afin de l'utiliser dans les centrales électriques, les raffineries et les usines pétrochimiques. En 2019, l'Iran était le quatrième plus grand consommateur de gaz naturel au monde après les États-Unis, la Russie et la Chine. La majeure partie de la production de gaz naturel de l'Iran est consommée [sur le marché intérieur](#).

▪ L'électricité en Iran

En 2019, la production d'énergie électrique de l'Iran était de 308 TWh d'électricité nette, 88 % de la production provenant de sources de combustibles fossiles. Le gaz naturel est la plus grande source de combustible pour la production d'électricité en Iran, représentant 73% de la production totale. Le pétrole a quant à lui alimenté 15% de la production d'énergie électrique de l'Iran en 2019, contre 9% en 2018.

Les sanctions ayant limité les exportations de pétrole de l'Iran, une plus grande partie de la production pétrolière a été utilisée au niveau national, par conséquent, le diesel et le fioul ont remplacé une partie du gaz naturel utilisé dans le secteur de l'électricité.

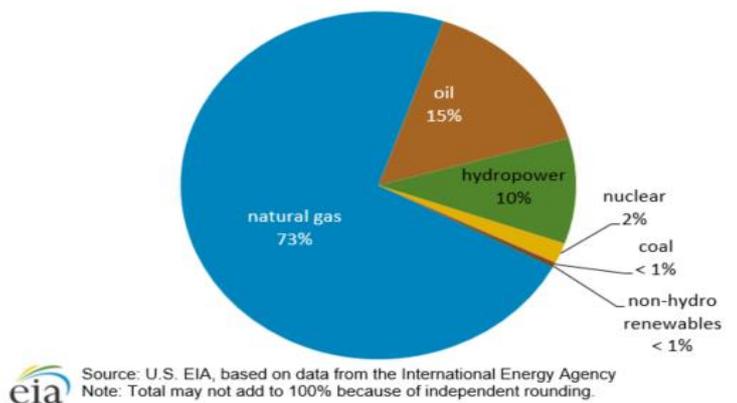
Le charbon, l'hydroélectricité, le nucléaire et les énergies renouvelables non hydroélectriques sont les autres sources de combustible utilisées pour produire de l'électricité en Iran.

La production d'énergie hydroélectrique de l'Iran a doublé, passant de 16 TWh en 2018 à 30 TWh en 2019, soit la plus forte augmentation de production jamais enregistrée, en raison de pluies et d'inondations importantes et généralisées. L'hydroélectricité est passée à 10 % de la production totale de l'Iran, supplantant une partie de l'électricité produite par le pétrole et le gaz naturel en 2019.

▪ Hydroélectricité

L'Iran possède un grand nombre de rivières qui peuvent être endiguées pour produire ce type d'électricité. De nombreux barrages d'une grande capacité ont été construits afin de palier le déséquilibre hydrologique dans les régions du Nord du pays recevant bien plus de précipitations que celles situées au Sud. L'Iran est en mesure de construire ses turbines hydrauliques au niveau national. Concernant cette réserve énergétique, l'Iran n'est pas en

Figure 9. Iran's electricity generation capacity by fuel, 2019



situation de dépendance malgré les résultats plutôt décevant puisqu'elle possède d'autres ressources bien plus performantes.

- Eolien et solaire

Les énergies éolienne et solaire sont deux types d'énergies renouvelables facilement mobilisables. En effet, l'Iran est situé dans une zone propice aux courants de vents constants durant une très grande partie de l'année. A l'heure actuelle ces deux énergies sont encore peu mobilisées en Iran, mais permettraient potentiellement d'avoir deux nouvelles ressources en termes de production énergétique.

- Biomasse et géothermie

Les secteurs de la biomasse et géothermique ne jouent pas un rôle prépondérant dans l'apport énergétique de l'Iran. Une seule centrale géothermique est en construction. De ce fait, ce secteur ne sera pas développé.

2. L'indépendance iranienne installée en matière d'énergie, une utopie ?

En 2010, l'Iran s'approvisionnait en pétrole [raffiné auprès du Venezuela et de la Chine](#). Le pays manquait de raffineries à l'époque et devait importer environ 40 % de sa consommation d'essence, un comble pour un pays qui dispose [d'une des plus grandes réserves de pétrole prouvée dans le monde](#). De ce fait, à cette époque, l'Iran était dépendant d'une certaine partie de son approvisionnement en pétrole du monde occidental.

Il s'avère également que le régime de sanctions diplomatiques dont l'Iran faisait l'objet empêchait un renouvellement des pièces des machines servant à l'extraction du pétrole, datant pour la majorité d'une cinquantaine d'années. L'Iran était sujet à des sanctions qui l'empêchait d'importer des pièces de rechange pourtant nécessaires au fonctionnement des sites d'exploitation (par exemple le site d'Azadegan) bien souvent originaires d'occident. Les négociations avec l'Occident sur une possible levée des sanctions semblait être un enjeu primordial pour l'Iran afin de pouvoir continuer à exploiter ses ressources pétrolières.

Face aux pressions imposées par les autorités américaines, les banques et autres grands groupes étrangers notamment américains et européens étaient très prudents [concernant les investissements en Iran](#). De ce fait, l'Iran a dû se développer d'un point de vue technique afin de continuer à exploiter ses ressources énergétiques, pétrolières et gazières.

En termes pétroliers, il semble que l'Iran vend des produits raffinés et des pièces de rechange au Venezuela et à la Russie. Cela semble confirmer que l'Iran a accompli des progrès significatifs dans ses capacités de raffinage dont les produits ont une valeur ajoutée supérieure [au brut-lourd iranien](#). D'un point de vue gazier, les entreprises exploitant les champs de gaz naturel sont principalement des entreprises d'Etat, ce qui limite grandement voire exclue une quelconque dépendance. Enfin, l'Iran n'est pas en reste en cas de dépendance soudaine vis à vis d'une source énergétique, puisqu'elle a déjà les technologies et connaissances nécessaires à exploiter de l'énergie provenant de l'éolien, du solaire, de l'hydroélectricité ou encore la géothermie.

Cependant, il est à noter qu'une ambivalence demeure entre les sources officielles iraniennes et ce que les experts en disposent. Il semblerait que ces derniers mettent en exergue une dépendance iranienne concernant les pièces de rechange sur les machines qui permettent l'extraction du pétrole, ainsi que sur le processus de raffinage, et notamment une dépendance occidentale. A terme, il conviendra de garder en tête cette possible dépendance, et d'en suivre de près les évolutions ainsi que celles liées aux sanctions diplomatiques dont l'Etat iranien fait l'objet.

IV. La dépendance financière de l'Iran : une fragilité évidente

	2020	2019
PIB courant (Mds USD)	191,7	258,2
Balance des paiements (% PIB)	-0,7	
Importations / PIB (%)	21,1	30,9
Exportations / PIB (%)	15	25,3
Solde du commerce extérieur	-6,1% (-11,7 Mds USD)	-5,64
IDE entrants (Mds USD) ²	1,3	0,6% du PIB / 1,5
IDE sortants (Mds USD)	ND	0,03% du PIB / 0,084
Inflation	33,2	36,9
Réserves de change (Mds USD)	4	12,4
Poids de l'USD dans les réserves de change	ND	ND
Solde de la balance des paiements (Mds USD)	-0,7	3,8
Dettes / PIB	45,4%	44,7%
Part de la dette détenue par l'étranger :	5% (estimation) 8,4Mds USD ? (cbi)	5% (estimation)
Banques dans le top 50 mondial	0	0

Banque Mondiale, FMI, Statista, Gouvernement iranien, COFACE.

Le secteur financier de l'Iran est l'un des principaux facteurs de la fragilité de l'économie iranienne. En le coupant du système financier international, les sanctions de 2018 ont mis en exergue la dépendance économique du pays vis-à-vis de l'étranger. L'instabilité de la monnaie, le sous-investissement et l'impossibilité d'effectuer des transactions avec un certain nombre d'acteurs étrangers place le pays en grande difficulté, malgré la mise en place de stratégies de contournement qui permettent à l'Iran d'afficher une remarquable résilience.

1. Un secteur financier fragile

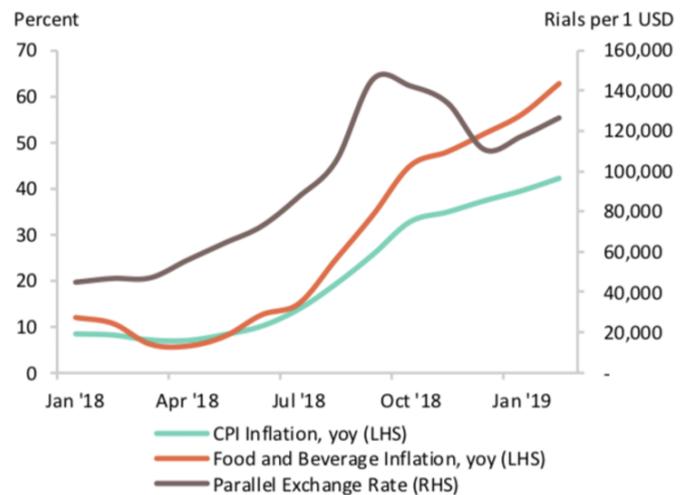
- Le riel iranien : une monnaie instable dont la fragilité accroît la dépendance économique du pays

La monnaie iranienne montre des signes de faiblesse depuis des décennies, mais les sanctions de 2018 ont précipité sa dégringolade. L'inflation provient notamment de la création

² IDE : Investissements directs à l'étranger. ;

monétaire. En effet, la Banque Centrale iranienne a compensé la baisse des recettes liées aux exportations de pétrole par une politique d'augmentation de la masse monétaire. Il en résulte [une inflation de 30% en moyenne sur les trois dernières années](#), ce qui place le pays en situation de fragilité financière accrue. La dépendance économique de l'Iran s'en voit aggravée : la dépréciation de la monnaie entraîne en effet un renchérissement du coût des importations et limite les marges de manœuvre de l'Etat, en plus de créer de l'agitation sociale. La volatilité du riel provoque une instabilité dans les échanges commerciaux qui pénalise également le pays. Pour limiter les fluctuations, l'Iran a mis en place, dès 2018, [un système de taux de change officiel fixe qui établit la valeur du riel à 42 000 IRR = 1 USD](#) pour les exportations et les importations de produits de première nécessité, dont les produits agricoles et les appareils médicaux.

FIGURE 1 Islamic Republic of Iran / Recent inflation and parallel exchange rate trends



Sources: SCI and local media.

- **Le secteur financier, un maillon faible de l'économie iranienne**

L'affaiblissement des banques compte parmi les principaux objectifs du régime de sanctions imposé par les États-Unis. En octobre 2020, de nouvelles mesures sont venues s'ajouter aux précédentes pour cibler dix-huit banques iraniennes, en vue de bloquer toute transaction bancaire. Les actifs des entités iraniennes figurant sur « liste noire » ont été gelés aux États-Unis. De plus, les sanctions « secondaires » qui concernent les pays tiers qui poursuivent leurs échanges avec l'Iran ont été élargies, avec la menace de perdre l'accès au marché américain. Le secteur financier iranien se retrouve par conséquent partiellement coupé du reste du monde. Sur la réserve de 115,4 milliards de dollars dont disposait le pays en 2021, seuls 4 milliards sont disponibles.

En 2018, l'Iran s'est également vu couper l'accès à SWIFT, système financier reliant plus de 11 000 banques, institutions financières et entreprises à travers le monde. Le pays se voit donc empêché d'effectuer la plupart de ses transactions bancaires à l'international.

En ce qui concerne la bourse, il est intéressant de constater les bons résultats affichés constamment par l'indice TEDPIX (bourse de Téhéran) en dépit des sanctions imposées depuis 2018. Certains analystes y voient un mauvais présage, la bourse étant devenue un refuge pour les investisseurs en réaction à l'inflation.

- **Une dette sous contrôle**

L'Iran est un Etat peu endetté, la dette publique se limitant à 45% du PIB en 2020. L'impossibilité pour les investisseurs étrangers d'investir en Iran, en raison des sanctions, permet au pays d'afficher une dette extérieure presque négligeable : le ratio dette extérieure / PIB étant de 3,5% en 2020. Il convient de noter que l'Iran, afin de contourner les mesures américaines, tend à financer les investissements étrangers ainsi qu'une partie de ses

importations en échangeant directement du pétrole, ce qui permet d'éviter la transaction en dollars.

- **La fuite des capitaux rend critique le besoin d'investissements étrangers**

L'instabilité économique de l'Iran a pour conséquence une fuite des capitaux vers l'étranger. Selon la Chambre de commerce de Téhéran, **près de 100 Mds USD ont fui le pays entre 2011 et 2017**, les investisseurs préférant placer leurs capitaux dans des pays perçus comme plus stables politiquement. Les investissements des acteurs nationaux dans le pays sont donc en diminution, ce qui rend l'Iran d'autant plus dépendant des investissements étrangers. Pour autant, le volume d'IDE entrant en Iran est tendancielle à la baisse, passant de 1,5 Mds USD en 2019 à 1,3 Mds USD en 2020. Les risques politiques internes comme externes, ainsi que l'omniprésence de l'Etat dans l'économie, contribuent à dissuader les investisseurs étrangers.

2. Une résilience notable : stratégies de contournement des sanctions

Afin de limiter sa dépendance économique et de contourner les sanctions américaines, l'Iran a su mettre en place diverses stratégies. Si leur efficacité est parfois remise en question, force est de constater qu'elles ont permis, jusqu'à présent, d'éviter un effondrement de l'économie nationale et de préserver le régime en place.

- **La substitution d'importations par des industries nationales**

Pour faire face aux sanctions, l'Iran a largement subventionné ses industries locales afin de remplacer les importations devenues impossibles ou trop chères en raison de la perte de valeur du riel iranien. La mise en place de cette « économie de résistance » s'inscrit dans une longue tradition d'adaptation à l'adversité, et illustre la résilience du pays. En 2019, le Fonds national de développement de l'Iran a ainsi alloué 2,4 Mds USD aux TPE – PME du pays. En 2021, le ministre de l'Industrie faisait part de l'intention du gouvernement de consacrer 10 Mds USD au soutien de la production domestique.

Cette stratégie est néanmoins coûteuse et paraît donc peu viable sur le long terme, notamment parce que le déficit créé est financé par de la création monétaire qui engendre l'inflation.

- **La recherche de nouveaux partenaires**

Le contexte géopolitique et la privation de certains de ses partenaires commerciaux traditionnels a conduit l'Iran à se tourner vers l'est. Cette stratégie lui a notamment permis de continuer, dans une certaine mesure, à exporter et importer ses produits et à limiter les effets des sanctions américaines. L'Iran a ainsi rejoint, en 2021, l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), organisation intergouvernementale qui promeut les relations politiques et économiques entre ses Etats membres : la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Cette adhésion illustre le basculement géopolitique et géoéconomique de l'Iran, qui tente de se détacher des Etats-Unis et de l'Europe. Selon le Ministre de l'Economie iranien, le montant des échanges entre l'Iran et les pays de l'OCS a atteint 28 Mds USD en 2020, et devraient augmenter dans les années à venir.

L'Iran cherche également à s'insérer dans le projet des « nouvelles routes de la soie » chinoises. En mars 2021, l'Iran et la Chine ont signé un accord de coopération sur 25 ans, dont les détails n'ont pas été rendus publics et qui ne contient pas d'engagements chiffrés, mais que nombre d'experts évaluent autour de 450 milliards de dollars. L'accord prévoit que l'Iran fournira du pétrole à la Chine en échange de devises à forte valeur qui doivent permettre à l'Iran de compenser l'effondrement de sa monnaie et la fonte de ses réserves de devises étrangères. De plus, de forts investissements chinois sont prévus en Iran, notamment dans des infrastructures stratégiques qui concernent la logistique et les transports.

- Le troc comme méthode de contournement des sanctions

Dans le but de poursuivre les échanges commerciaux avec l'Iran tout en contournant les sanctions américaines, INSTEX a été créé en 2018 par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Cette société agit comme une chambre de compensation permettant d'échanger sans avoir recours au dollar américain. Ce système, qui s'apparente à du troc, a notamment rendu possible l'acheminement, en 2019, d'équipements médicaux vers l'Iran. Les transactions permises par INSTEX se bornent néanmoins aux secteurs pharmaceutique, médical et agroalimentaire, excluant ainsi des produits cruciaux tels que le pétrole. L'impact commercial du dispositif est de ce fait limité.

V. Les transports et la logistique : Une volonté d'autosuffisance fragilisée

1. Un emplacement stratégique mais qui expose l'Iran aux soubresauts du commerce mondial

L'Iran bénéficie d'un emplacement stratégique pour le commerce régional et mondial. Le pays est traversé par cinq corridors de transits internationaux, dispose d'un accès à la fois à la Mer Caspienne et au Golfe Persique, et permet d'établir une jonction entre l'Europe et l'Asie. Afin de tirer profit de cette géographie avantageuse et des recettes liées au transport de biens et de marchandises, l'Iran a investi massivement dans ses infrastructures de transports, notamment via son Fonds national de développement. En 2021, le pays annonçait un investissement de plus de 1 Mds USD [consacré à l'amélioration des routes](#).

Néanmoins, l'industrie du transport et de la logistique est soumise aux fluctuations du commerce international et s'est vue durement impactée par la crise de la covid-19 et les sanctions américaines. De plus, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour permettre à l'Iran d'atteindre ses ambitions en tant que plaque tournante du transit dans la région. Le vice-ministre iranien des Transports a ainsi déclaré que près de 43 milliards de dollars seraient nécessaires pour effectuer la mise à niveau des infrastructures de transports du pays³, avec notamment l'expansion du réseau routier et le développement des voies ferrées. De forts investissements chinois sont attendus à la suite de l'accord de coopération sino-iranien de 2021. Bien que le texte ne mentionne pas d'engagements chiffrés définitifs, une part importante devrait être consacrée aux infrastructures de transports. La volonté iranienne d'être l'acteur majeur du fret et de la logistique en Eurasie pourrait ainsi le mener à accroître sa dépendance économique [vis-à-vis du partenaire chinois](#).

³ Ministère des routes et du développement urbain.

2. L'industrie automobile : symbole de la volonté d'autosuffisance iranienne mais qui présente des fragilités

L'industrie automobile, qui représente 10% du PIB iranien, est le deuxième secteur le plus important du pays après l'industrie pétrolière. Elle emploie 4% de la population active : ainsi, les deux plus grands fabricants automobiles du pays, Ikco et Saipa, emploient à eux deux 100 000 personnes. Par ailleurs, le pays était le 20ème producteur d'automobiles mondial en 2019 selon l'Organisation internationale des constructeurs automobiles.

Les sanctions américaines de 2018 ont logiquement ciblé prioritairement l'industrie automobile. Dans un contexte de dépréciation du riel iranien, les importations de véhicules devenaient un fardeau insoutenable pour la balance commerciale. L'Iran a rapidement pris des mesures pour protéger cette industrie jugée hautement stratégique. Les importations étrangères ont été drastiquement réduites, passant de 8,8 Mds USD en 2017 à 1,1 Mds USD en 2019. Le pays a mis l'accent sur sa production locale en tentant de limiter le plus possible la dépendance aux pièces d'équipements étrangers, jugée préoccupante. En 2021, l'ancien ministre de l'Industrie, des Mines et du Commerce, Alireza Razm Hosseini, a déclaré que la valeur totale des contenus importés utilisés dans la fabrication automobile avait été réduite de 2,5 milliards de dollars en l'espace de trois ans. L'industrie automobile est donc un exemple frappant d'un point de dépendance économique que le pays s'est efforcé de combler afin de faire face à un contexte difficile.

VI. La dépendance militaro-industrielle de l'Iran : de la méthode de la rétro-ingénierie à la véracité de son efficacité opérationnelle

La République Islamique ne peut être considérée comme une puissance historique en matière de production d'armements. En outre, ses flottes actuelles sont vieillissantes et les sanctions internationales qui pèsent sur le pays depuis 43 ans l'empêchent souvent de pouvoir acquérir des technologies et de l'armement étrangers pour moderniser ses équipements. Même si l'embargo international est censé avoir pris fin depuis octobre 2020, seuls quelques États commercent réellement avec la République islamique, principalement des pays asiatiques dont la Russie et la Chine ou encore la Corée du Nord, ce qui lui permet de sortir peu ou prou de son isolement.

En 1981, l'industrie nationale de défense autonome (DIO) a été créée ambitieusement afin que l'Iran dispose d'un véritable complexe militaro-industriel. Après la guerre avec l'Irak qui a pris fin en 1988, 80% du matériel de guerre iranien a été détruit. Par la suite, le pays a investi massivement auprès de la Russie, la Chine mais aussi la Corée du Nord. Puis, l'Iran, contrainte, a pris conscience de la nécessité de développer rapidement son industrie nationale. Ainsi, cela a permis au pays d'accélérer sa production, à un rythme bien plus soutenu que si le contexte géopolitique lui avait été favorable.

1. La rétro ingénierie, pierre angulaire de la fabrication d'armement locaux

Historiquement, l'Iran a acquis du matériel militaire principalement américain, pendant la période du Shah, ou encore des équipements russes. Depuis les sanctions internationales, le pays a bien pris conscience de la nécessité de développer son propre arsenal, afin de prétendre à sortir de la dépendance historique. Pour ce faire, l'Iran s'est basé sur la méthode de la rétro-ingénierie⁴ pour tenter de parvenir à l'autosuffisance nationale. Cette méthode se retrouve dans tous les secteurs mais nous étudierons seulement le secteur terrestre, aéronautique et les missiles. D'une certaine manière, cela permet de recycler de vieux appareils et de les remodeler en rajoutant des pièces modernes, sans recourir à l'importation. Cela rend la situation ambivalente car le lien commercial n'est ni clair, ni stable.

- **Combat terrestre**

Il est souvent clamé que l'Iran est la puissance terrestre du Moyen-Orient. Mais la plupart des chars iraniens sont des acquisitions russes, importés avant ou après la Révolution de 1979 et quelques chars britanniques dont le Chieftain. L'Iran a construit quelques chars mais qui semblent toujours basés sur le modèle russe comme le Zulfiqar dans les années 90 ou encore le Karrar récemment, censés être construits à partir de zéro avec des caractéristiques ultra sophistiquées et des technologies de pointe. Bien qu'elle le nie, la République islamique ne semble pas avoir les capacités pour faire preuve d'innovation. Sans modèle étranger préalablement importé, le pays souffrirait de carences manifestes.

- **Secteur aéronautique**

Cette méthode d'imitation se retrouve également dans le domaine aérien. Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la flotte aérienne de l'armée était composée de matériels européens, principalement allemands. Pendant la Guerre Froide, les États-Unis étaient leur principal fournisseur, la plupart de la flotte actuelle étant d'ailleurs composée d'appareils américains d'époque. Actuellement l'aviation militaire iranienne s'organise autour de l'organisation des Industries de l'Aviation (IAIO), créée en 1966 dans le but de faire de l'Iran une puissance indépendante en termes de matériels aériens. Elle regroupe notamment la société HESA qui fabrique des avions ou des drones, la société SAHA pour tout ce qui concerne la maintenance d'aéronefs, ou encore l'entreprise PANHA pour la conception d'hélicoptères.

Seulement, l'arsenal militaire aérien purement iranien est assez faible. La compagnie nationale HESA a développé l'avion de chasse iraniens Azarakhsh, largement reconnu comme un remodelage du Northrop F-5 Freedom Fighter américain, bien qu'en démentent les iraniens, ou encore le projet Qaher-313 et le Kowsar, dérivé du Northrop F-5 américain que le pays a acquis. Mise à part cela, actuellement, la flotte aérienne est composée majoritairement de vieux appareils américains, avec par exemple le Grumman F14 Tomcat, ou [encore des vieux Sukhoi ou MiG-29 russes](#), importés dans les années 80, période pendant laquelle l'Iran était totalement dépendant de l'étranger.

- **Hélicoptères**

Avant la Révolution, l'Iran, avait acheté un grand nombre d'hélicoptères à la société italienne Agusta ainsi que d'appareils à la société américaine Bell, ce qui s'est soldé par la création de la société de soutien et de maintenance Panha en 1979. Le pays a en outre importé des hélicoptères de transport soviétique Mil Mi-17. Après la rupture des relations américano-

⁴ Définition « Rétro-ingénierie » du Larousse.

iraniennes, Panha est devenu vital pour acquérir de l'autonomie et réparer les hélicoptères américains ou russes. Comme avec les chars ou les avions, le société Panha a construit ces hélicoptères sur modèle étranger, comme l'hélicoptère de transport Pacha Shabaziv 206-1 sur la base du Bell 206 ou encore le Pahna 209-1 mettant à niveau et améliorant l'hélicoptère d'attaque [Bell Ah-1J Cobra](#). Les entreprises créent donc des contrefaçons, et se contentent par la suite de rajouter des pièces telles que le GPS, la caméra infrarouge, ou encore des adaptations pour emporter de nouveaux missiles.

- Drones

Bien qu'il soit évident que la République Islamique ne dispose pas d'une industrie de défense complète, il demeure un domaine dans lequel elle possède une capacité de développement rapide de construction et de déploiement : celui des drones ou véhicules aériens sans pilote (UAV), permettant de modifier les rapports de force dans le Golfe. Le pays dispose de drones de reconnaissance, de combat, tactique et en juin 2021, le nouveau président a annoncé disposer de drones pouvant parcourir [plus de 7000 km](#).

Parmi les entreprises iraniennes on peut citer Quods Air Industries qui a fabriqué par exemple le drone iranien de reconnaissance Mohajer de fabrication locale ou encore Iran Aircraft Manufacturing Industrial company qui a fabriqué le Shahed 129, un drone de combat MALE. Selon les autorités du pays, l'Iran serait bientôt autonome en la matière. Mais les entreprises iraniennes importent certains des composants, aux allemands par exemple ou encore au Japon pour des moteurs, elles conservent ainsi une certaine dépendance, maintenant un lien commercial avec d'autres pays pour leur approvisionnement, au risque de ne pas pouvoir développer leurs drones.

- Missiles

Une préoccupation particulière se doit d'être portée à la progression de la capacité balistique du pays. Comme dans les autres secteurs, l'Iran a ainsi développé son arsenal balistique pour assurer la protection du pays, mais des impossibilités financières se faisaient ressentir. Le pays a alors pu compter sur la Russie, la Chine et la Corée du Nord pour importer des missiles et par la suite en construire sur modèle étranger. L'Iran a pu bénéficier de missiles courte portée Scud-C [grâce à la Corée du Nord](#), rebaptisé par la suite Shahab 2 par l'Iran, pouvant théoriquement atteindre Israël. Le missile nord-coréen Nodong-1 a de même été repris par l'Iran à de nombreuses reprises afin de le remodeler et créer le fameux missile sol-sol Sajil. Le transfert de technologies nord-coréennes a permis à l'Iran de développer son savoir-faire par la suite, de même que le transfert de technologie des missiles balistiques de Russie dans les années 2000. Leur défense anti-aérienne est principalement fondée sur des importations russes. Le pays du Moyen-Orient tente de masquer tout lien de dépendance mais selon un rapport de 2019 de la Défense Intelligence Agency, l'Iran « [continue de dépendre de fournisseurs étrangers pour les composants et la technologie des missiles critiques](#) ». La Corée du Nord fournit encore le matériel pour la propulsion des fusées à combustible liquide et la Russie aide à la formation de l'armée à l'utilisation de missiles, bien que l'Iran revendique une fois de plus son autonomie.

2. Véritable autosuffisance ou dépendance cachée : étude de l'efficacité de la production locale

L'Iran a ainsi matérialisé sa prise de conscience en développant du matériel et des équipements de production nationale, afin de ne plus dépendre de l'étranger, par la méthode de la rétro-ingénierie. La question reste de savoir si, sur un champ de bataille, pendant un conflit, l'armement produit est réellement efficace. Début novembre 2021, les Iraniens ont conduit l'exercice Zolfaghar-1400 sur les [rives de Makran](#), mêlant opérations navales et terrestres, et très axé sur les drones. Selon le commandement de la force de défense aérienne de l'armée iranienne, tout l'armement utilisé pendant cet exercice est de fabrication nationale. Ce dernier a affirmé que les manœuvres ont été une véritable réussite et toutes les cibles ennemies ont été détruites par des drones, de l'artillerie ou encore des torpilles iraniennes. L'armée semblerait alors avoir fait une véritable démonstration de force.

Mais qu'en est-il de l'efficacité opérationnelle des matériels de défense ? La République Islamique est un soutien de longue date à certains groupes dont notamment le Hamas implanté à Gaza, ou encore le Hezbollah au Liban. L'Iran leur fournit tous types de biens qui leur permettrait d'avoir une supériorité dans leurs conflits respectifs, d'autant plus que leurs ennemis principaux sont Israël et les États-Unis. Ces groupes ont pu jouir au fil du temps d'un arsenal militaire développé grâce à des importations clandestines depuis l'Iran notamment. Le Wall Street Journal a récemment [publié un article](#) précisant que la capacité d'action de l'Iran est perçue comme un danger plus inquiétant que le développement du programme nucléaire, puisque les drones notamment kamikazes ou encore les missiles sont directement utilisés à des fins belliqueuses dans des conflits dans lesquels l'Iran n'est qu'un acteur indirect.

Concernant les missiles, le développement de l'arsenal a un effet dissuasif manifeste et efficace, mais la question reste de savoir s'ils sont capables de détruire des cibles humaines et des infrastructures notamment contre des bases américaines, que ce soit en Irak ou en Israël.

Selon l'expert M.Eisenstadt, l'arsenal balistique est « assez faible étant donné la taille de la masse terrestre qu'ils doivent défendre »⁵, si l'Iran devait se retrouver en conflit direct et protéger l'ensemble de son territoire. A la suite de l'assassinat du Général Soleimani en janvier 2020, l'Iran avait riposté en envoyant une dizaine de frappes sur des bases américaines en Irak, sans faire de victimes. Parmi elles, « un drone de renseignement américain MQ-4 Global Hawk est abattu par un missile sol-air SA-6 iranien au-dessus du détroit d'Ormuz »⁶. Mais ce drone reste une cible facile à abattre car dépourvu de système d'autoprotection. De même, pour donner un autre exemple, l'ONU a constaté en 2018 que l'Iran était impliqué dans la création par les Houthis d'un missile de portée intermédiaire Burkhan 2H, version dérivée du Qiam-1 à courte portée, et que les rebelles yéménites ont tiré plusieurs fois en direction de Riyad. Soutien indéfectible des rebelles, l'Iran semble tout de même une véritable menace pour le pays du Golfe car transférant ses savoirs faire et technologies.

L'Arabie Saoudite est aussi très inquiète des drones « made in Yemen », qui sont en réalité souvent des importations iraniennes cachées. Le 14 septembre 2019, deux installations pétrolières ont été visées et partiellement détruites par des frappes des rebelles, attribués par la suite à l'Iran, force de soutien indéfectible. Selon l'Arabie Saoudite, il est impossible que les 18 drones et les 7 missiles aient été frappés depuis le Yémen. Parmi ces missiles, les

⁵ Lionel BEEHNER, « [Russia-Iran Arms Trade](#) », *Council on Foreign Relations*, novembre 2006.

⁶ Rapport d'information, la guerre des drones.

photographies de l'Arabie Saoudite prouvent l'implication du Quds-1 iranien. Cette attaque démontre les compétences et les capacités iraniennes, et pousse aussi ses adversaires à développer leurs systèmes de défense. Cette contrebande a un impact non négligeable puisque le général Yahya Sari, porte-parole des Houthis avait déclaré en mars 2020 que depuis le début de la guerre, plus [de 5000 véhicules militaires de la coalition ont été détruits](#).

Selon le rapport « *The Military Balance 2021* », l'Iran demeure une puissance militaire régionale majeure malgré les restrictions de ses capacités conventionnelles, et d'influence significative dans son réseau d'acteurs non étatiques, capable de mener des attaques complexes et qui a tenté habilement de contourner sa dépendance militaire par le développement de son industrie de Défense. Mais le potentiel iranien en matière de technologie et de savoir-faire semble tout de même loin des capacités occidentales. Certes le pays a été contraint de développer son arsenal rapidement, mais si l'Iran était engagé directement dans un conflit avec des puissances industrielles comme les États-Unis, leur victoire demeurerait bien incertaine. L'arsenal actuel permettrait en effet à l'Iran d'atteindre ses adversaires, mais à un coût très élevé et dont l'efficacité se heurterait au système de défense adverse, avec notamment le Dôme de Fer israélien, difficilement neutralisable. Dans de nombreux cas, lorsque les groupes soutenus par l'Iran mènent des attaques que ce soit contre l'Arabie Saoudite ou Israël, ils revendiquent eux même leur force de frappe, leur précision et leur capacité de destruction, parfois démenties par les experts. Les réelles capacités militaires de l'Iran demeurent floues et ambiguës, de même que le réel degré de dépendance auquel l'État fait face. En effet, l'Iran essaie de masquer sa dépendance mais cette dernière est souvent remise à la lumière du jour.

VII. La dépendance du système de santé iranien malgré des volontés d'autosuffisance pharmaceutique

1. L'approvisionnement iranien dans le domaine de la santé

▪ L'approvisionnement des médicaments

L'Iran est à la fois importateur et exportateur de produits pharmaceutiques. Il est un importateur bien plus important qu'exportateur mais les embargos successifs ont participé à ce que l'Iran construise des usines de production de médicaments. L'approvisionnement pharmaceutique Iranien est couvert par [136 entreprises](#) qui à elles seules couvrent 92% du marché local. Toutefois la dépendance iranienne en matière pharmaceutique se fait sur les médicaments qui nécessitent une technologie avancée et des techniques particulières pour des maladies rares ([diabète](#), [cancer](#), [mucoviscidose](#) ...).

La baisse de possibilité d'acheter et de développer des partenariats avec les entreprises occidentales, a fait grandir le recours de l'Iran auprès des services alternatifs asiatiques. L'Inde et la Chine ont su tirer profit de cet avantage et sont aujourd'hui leader du marché pharmaceutique iranien sur ces maladies spécifiques.

L'Iran s'est installé dans une politique autonome. Ce processus prend en compte (dans le secteur pharmaceutique) une période de dépendance pour les médicaments qui ne sont pas produits sur le sol iranien. Cependant les objectifs iraniens en matière purement pharmaceutique sont liés à une [indépendance complète de l'Iran sur ce sujet](#). L'Iran est donc

en matière pharmaceutique dans un entre-deux une dépendance qui tend à diminuer au fur et à mesure que les industries pharmaceutiques iraniennes se renforcent et commercialisent les molécules manquantes.

- **L'approvisionnement en matériel médical**

L'approvisionnement en matériel médical depuis la Chine vers l'Iran, est en nette et constante augmentation depuis une dizaine d'années déjà. De 2012 à 2016, ce sont des échanges qui pèsent plus de 621Mds USD. Cette dépendance considérable regroupe l'ensemble du matériel médical de première catégorie (indispensable) pour le bon fonctionnement de soins qualitatifs. Parmi les biens les plus importés par l'Iran, il y a notamment des aiguilles, cathéter, [tubes d'intubations et autres](#).

Cette dépendance s'accroît de plus en plus car la Chine inonde le marché local et étudie les offres et besoins locaux [pour mieux y répondre](#). Cette dynamique d'étude de marché effectuée dans la capitale Téhéran se veut être étendue à l'ensemble des autres provinces iraniennes afin de garantir une meilleure implantation locale, et devrait permettre à terme de capter le marché dans son entièreté.

Le grand avantage chinois est sa capacité à centraliser les flux et donc permettre une gestion logistique plus simple. L'Iran présente le désavantage de la multiplicité des petites infrastructures fournissant le matériel médical. Cette économie régionale est vouée à disparaître aux vues des partenariats toujours plus importants entre la Chine et l'Iran en ce qui concerne le matériel médical. De 2012 à 2016 l'Iran a commandé de façon régulière auprès de la Chine le matériel, ces commandes ont augmenté entre 10-16% par rapport à l'année précédente.

2. La problématique COVID-19

La crise Covid a participé à mettre en avant les mêmes problématiques de gestion médicale qu'en Occident. La nuance est à apporter lorsque l'on évoque la gestion et les acheminements des vaccins et du matériel médical.

L'Iran s'est vu dans les premiers temps de la crise Covid mis à mal à la vue des incapacités de ses hôpitaux et centres de soin [face à la pandémie](#). Cela a amené l'Iran à une demande de suspension de l'embargo américain due à la complexité de la situation ([128 000 décès liés aux Covid](#)). Cette suspension ayant été partiellement accordée, l'Iran a pu recevoir du matériel médical venu principalement de France et de Pologne. Ces aides ont mis en évidence les mêmes réalités qu'une masse importante d'autres pays : celui de la dépendance en matière de masques chirurgicaux et de [matériel médical stérile à usage unique](#).

Cette dépendance relève en ce sens d'une réalité qui peut se voir plus dramatique pour l'Iran. En ce sens l'Iran, poussé par l'embargo américain depuis quelques années, a entamé une réelle industrialisation de l'ensemble des secteurs essentiels pour lui garantir la souveraineté mais également [pour satisfaire le contrat social envers sa population](#). Contrairement aux produits pharmaceutiques dont l'Iran est [un grand producteur](#), certains secteurs d'activité ont été dans leur quasi-entièreté dévolus au marché chinois (ce qui n'est pas inhabituel sachant que le premier producteur de masque est la Chine).

Les embargos ont eu raison de la diversité des acteurs économiques traitant avec l'Iran, si bien que celui-ci est devenu créancier de la Chine et de la Russie. Ce constat se retrouve dans la catégorisation et le nombre croissant d'échanges commerciaux entre ces pays.

De plus, l'Iran s'installe dans une logique d'après. La gestion de la crise et des soins pour l'endiguer sont venus d'abord de l'extérieur mais dans l'objectif (idéal) non de dépendance dans le long terme mais momentanée. Le pays achète et dépend des produits venus d'ailleurs en attendant que les industriels du pays soient en état de faire, refaire ou développer un produit identique ou avec des résultats identiques. Il y a donc une défaillance systémique de l'État iranien malgré une volonté finale d'émancipation.

Cela se démontre avec les commandes diverses de vaccins russes et chinois. Il a été commandé des vaccins Sputnik IV mais également Sinofarm en attendant que le vaccin national Baraka soit au point. Cela participe au fait que l'Iran fait partie des premiers pays du Golfe à avoir [43 millions de personnes entièrement vaccinées](#).

Malgré la gestion par l'état de la crise Covid, les impulsions et les achats de millions de doses de vaccins ne suffisent pas forcément pour que la population soit coopérante et rassurée de se faire vacciner, par une seringue tantôt avec un drapeau chinois tantôt russe et tantôt national.

Le gros souci qui participe à une forme de dépendance dans la santé, n'est autre que le manque de confiance en les médicaments distribués par l'état et ses partenaires. En effet, les Big pharma ont laissé des traces. La population (élites économiques en premier lieu), et ce malgré les restrictions, demande des produits pharmaceutiques des Big pharma ou vont se faire soigner [dans des pays occidentaux](#). Cette défiance ne participe donc pas à légitimer les produits pharmaceutiques iraniens.

VIII. Conclusion

En privant l'Iran de certains de ses partenaires commerciaux, et en bloquant une partie de ses importations et de ses exportations, les sanctions américaines qui frappent l'Iran depuis des décennies et qui se sont accentuées depuis 2018 ont montré les effets d'une autarcie contrainte sur l'économie d'un pays. Le contexte géopolitique a ainsi mis en exergue la dépendance économique de l'Iran. Certaines industries ont été entravées, tandis que des biens indispensables (denrées alimentaires, équipements médicaux) sont venus à manquer, mettant en péril la stabilité du pays. Le développement économique tout entier est handicapé par les sanctions bancaires qui mettent à mal le secteur financier et brident l'investissement et la croissance.

Néanmoins, l'embargo ne saurait être tenu pour unique responsable des déboires iraniens. Ce dernier apparaît davantage comme un amplificateur des dépendances économiques préexistantes que comme un élément déclencheur. Le secteur pétrolier concentre, depuis des décennies, la plupart des investissements : il en résulte une économie iranienne trop peu diversifiée, contrainte d'importer une large part de ses biens de consommation. S'ajoute à cela un contexte macroéconomique dégradé de longue date, avec une inflation importante et

un taux de chômage élevé. Les sanctions américaines et la crise du covid-19 ont donc percuté un pays déjà fragilisé.

La situation contradictoire de l'Iran, pays à la fois dépendant économiquement et placé en isolement forcé du système international, l'a poussé à mettre en place des stratégies qui expliquent aujourd'hui sa résilience. Axée principalement sur des méthodes de contournement des sanctions et sur le développement d'industries locales visant l'autosuffisance, cette politique au succès limité aide néanmoins le pays à maintenir à flots. Le volontarisme économique de l'Etat a ainsi permis à l'Iran de disposer d'une industrie automobile quasiment autosuffisante, tandis que des secteurs importants tels que celui de l'énergie sont devenus presque indépendants vis à vis de l'étranger.

Le régime de sanctions imposé par les Américains, qui appuie sur les dépendances économiques de l'Iran et les amplifie, pourrait-il paradoxalement conduire le pays à sortir de cet état de subordination ?

L'Iran semble tout à la fois subir les turpitudes géopolitiques et s'en servir comme tremplin vers plus d'autonomie. Dans tous les cas, l'issue qui semble se dessiner est celui du basculement vers l'Est, avec la recherche permanente de nouveaux partenaires (Chine, Russie, pays d'Asie centrale...). Il conviendra d'observer attentivement les futurs développements, afin de voir si cette stratégie permettra à l'Iran d'affirmer une souveraineté économique reposant sur une diversité de partenaires commerciaux, ou si la dépendance vis à vis de la Chine ne fera que remplacer celle vis à vis de l'Occident.

IX. Sources

Banque mondiale :

- <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/AG.LND.ARBL.ZS?locations=IR>
- <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/AG.LND.AGRI.ZS?locations=IR>
- <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=IR>

Atlas Harvard :

- <https://atlas.cid.harvard.edu/explore?country=107&product=undefined&year=2019&tradeDirection=import&productClass=HS&target=Product&partner=undefined&startYear=1995>
- <https://atlas.cid.harvard.edu/explore?country=107&product=undefined&year=2019&tradeDirection=import&productClass=HS&target=Product&partner=undefined&startYear=1995>
- <https://atlas.cid.harvard.edu/explore?country=107&product=1&year=2019&tradeDirection=import&productClass=HS&target=Product&partner=undefined&startYear=1995>

Trésor économie française :

- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/e6a22539-7170-4a48-a925-e8d4ed4ea601/files/ebc0f53b-4f06-4e3a-bff4-184d26f2de74>
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2019/02/26/etat-des-lieux-et-enjeux-du-mix-energetique-iranien>
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/203871a0-9d8f-43a6-b161-367475518454/files/7f447d15-a9c9-49a0-93e3-efa413242fc3>
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Institutionnel/Niveau3/Pages/39d02b33-eab4-4090-bff7-f44605fe2e6e/files/561c72ba-f608-4eb4-aafa-ea5986e230b5>
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Institutionnel/Niveau3/Pages/39d02b33-eab4-4090-bff7-f44605fe2e6e/files/d054df3f-8f81-41bc-a8a4-d4e9b6ba91aa>

L'Orient-le jour ;

- « [L'Iran achète un volume record de blé après la pire sécheresse depuis 50 ans.](#) »
- [L'orient-le jour « Comment l'Iran exporte son pétrole sur le marché gris ».](#)

Commodafrica « [L'Iran réalise son premier investissement à l'étranger](#) .

The Washington Institute « [Bumped crops : Iran's grain imports and geopolitical shocks](#) ».

The Hill « [Iran's water crisis could be a political earthquake](#) ».

Carnegie « [Iran's Water Problem](#) ».

La revue de Téhéran « [L'agriculture iranienne : une modernisation inachevée](#) ».

Le point « [L'Iran pourrait perdre 70% de ses terres cultivées à moyen terme](#) ».

Atalayar « [La situation critique des agriculteurs iraniens sous le régime clérical](#) ».

La Tribune « [L'Iran à court d'eau... La source des tensions sociales](#) ».

Les clés du Moyen-Orient :

- « [Hydrocarbures et énergie nucléaire en Iran : Quel avenir énergétique](#) ».
- « [Etude : Les entreprises françaises et le marché iranien : préserver l'avenir](#) ».

La Croix « [Le raffinage talon d'Achille de Téhéran](#) ».

https://l.facebook.com/l.php?u=https%3A%2F%2Fwww.lemonde.fr%2Fles-decodeurs%2Farticle%2F2018%2F01%2F02%2Firan-inflation-chomage-des-jeunes-dependance-au-petrole-4-graphiques-sur-la-situation_5236840_4355770.html%3Ffbclid%3DIwAR2TXq3pCxBPqmrhiAglwfQ8bxHfpu0T9UfW1i5WAcBz4rtLuNLrmYGV3w&h=AT18k0y2uCXZ1JVX-8eZn5KOef653-HwH2Zh_8JY0K23-DD02_9jUoXzYggyCngzhz55IOQ2fReukA-JmPnPhD1BLaYcxf3TQCUlaMY7J02AeLrkRIBGt5kBd5YzDL3QIc_IriiB

IFRI « [L'Iran une puissante énergétique émergente](#) ».

Iran Economic Monitor, Spring 2021: The Economy at a Crossroads, Banque Mondiale.

Rapport annuel de la Banque Centrale Iranienne, 2019.

Regional Economic Outlook: Arising from the Pandemic: Building Forward Better, Fonds Monétaire International, 2021.

China-Iran Relations: A Limited but Enduring Strategic Partnership, Economic and Security Commission des Etats-Unis, 2021.

Rapport sur l'investissement dans le monde, CNUCED, 2021.

"Iran Allots \$10 Billion to Support Local Producers", site du gouvernement iranien.

Atlas of economic complexity, Harvard.

Analysis of the automobile industry in iran, Rapport Mordor Intelligence, 2021.

World Air Forces 2021, [Fight Global](#).

<https://www.leparisien.fr/international/liran-dit-avoir-des-drones-qui-parcourent-7000-km-27-06-2021-QF7CIQ5QBAARHRXIRCBBDY3U.php>

<https://www.ledevoir.com/monde/31411/l-iran-confirme-le-test-d-un-missile-capable-d-atteindre-israel>

« [Iran military power, ensuring regime and securing regional dominance](#) », *Defense Intelligence Agency*, 2019.

<https://www.wsj.com/articles/u-s-takes-aim-at-irans-drone-program-seeing-risk-to-mideast-stability-11635517853>

Lionel BEEHNER, « [Russia-Iran Arms Trade](#) », *Council on Foreign Relations*, novembre 2006.

Rapport d'information, la guerre des drones.

<https://english.iswnews.com/12307/yemeni-armed-forces-press-conference-at-the-end-of-fifth-year-of-war-in-yemen/>

<https://www.zoominfo.com/companies-search/location-iran-industry-pharmaceuticals?pageNum=5>

<https://irangov.ir/detail/340362>

<https://irangov.ir/detail/327737>

https://www.sohu.com/a/217368799_505926

https://www.sohu.com/a/217368799_505926

https://www-fecomee-org-cn.translate.google.com/dwhz/qyhzjz/xmyl/202110/t20211020_957284.html?x_tr_sch=http&x_tr_sl=zh-CN&x_tr_tl=fr&x_tr_hl=fr&x_tr_pto=nui,sc

<https://irangov.ir/detail/327737>

<http://www.ebrahimemad.net/as-iran/la-constitution-de-la-republique-islamique-d-iran.pdf>

<https://irangov.ir/detail/327737>

Azadeh Kian IREMMO, Sénat 2020.